

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 882

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse vue d'outre-Rhin

■ (y) En couverture du récent numéro (42/87) du principal hebdomadaire économique allemand: un couteau militaire suisse avec une lame attaquée par la rouille. Belle image pour annoncer l'article principal de la *Wirtschafts-Woche* du 9 octobre, consacré à la Suisse, «pays exemplaire avec des tâches», et à ses habitants, «ces étrangers en Europe».

En bref, l'image des «voisins du sud» en prend un bon coup: à l'ère de l'intégration européenne renforcée, voilà les fils de Tell qui s'égarrent en signant une initiative pour l'abolition de l'armée; les dignitaires bernois qui s'enfoncent dans les caisses noires; les chimistes bâlois pourtant «nobelisés» qui polluent le Rhin; et les citoyens de la démocratie-témoin qui ne vont plus voter ou qui prennent le parti de groupes extrémistes bruns ou verts.

Pire, au pays du bien-être, on découvre plus de 300'000 pauvres et

plus de 80'000 chômeurs non enregistrés — mais comme dit l'industriel zurichois Bremi, par ailleurs président du groupe radical aux Chambres fédérales: «Un petit pays doté d'une économie forte et d'une technologie avancée doit aussi prendre des risques accrus». S'ensuit le patchwork habituel à propos de la Suisse: 10'000 sociétés anonymes domiciliées dans le canton de Zoug, démocratie directe et masculine dans les Rhodes Intérieures, droit d'asile pour les capitaux en fuite, pauv'paysans de montagne, scandale fiscal ou financier à Obwald et ailleurs, gouvernement de consensus «sans accord exprès sur les personnes ni sur les programmes».

La Suisse et la vraie Europe

En fait, les failles du système sont mises en évidence par les personnes interviewées: de l'écrivain Peter Bichsel au banquier philosophe Julius Bär, en passant par Beat Kappeler, Christoph Blocher, et l'inévitable Nicolas Hayek, tous ont des soucis et en font complaisamment étalage. D'où il résulte une vision presque honteuse du succès à l'helvétique, qui doit consoler bien des lecteurs allemands. Après tout, cela doit être plaisant de partager les préoccupations des responsables de la place économique et financière suisse quand on appartient à une nation dix fois plus peuplée, mais sensiblement moins performante à la tête de pipe; les Suisses ont beau avoir un produit national brut par habitant d'un tiers supérieur, une épargne individuelle dix fois plus importante, un taux de chômage huit fois inférieur, ils devront bien ramper tôt ou tard s'ils veulent entrer dans le giron de l'Europe, de la vraie, de cette communauté où les Allemands dominent de fait. Petite jalousie entre riches ou avertissement sérieux du grand frère d'Outre-Rhin? A suivre en tout cas attentivement à l'horizon de l'acte unique de 1992.

■ (cfp) Les organisations progressistes, connues sous l'abréviation POCH, commencent à se désintégrer. Leur participation aux alliances vertes-pastèques ne leur convient guère. Pour preuve, citons la disparition, fin octobre, de leur hebdomadaire *POCH-Zeitung* (PZ), fondé en 1971. A cette époque, les POCH, pas gâtés par les médias, devaient informer leurs membres et tous ceux que la politique intéressait. Les succès électoraux ultérieurs avaient assuré une présence plus large dans les organes d'information. Au surplus, des sections créaient des journaux locaux, ce qui a réduit l'intérêt pour l'organe central. Comme le déficit menaçait de grandir, la décision a été prise de cesser la publication, immédiatement après les élections nationales.

Désarroi des POCH

Dans une interview accordée à la *Wochen Zeitung* (WOZ), le rédacteur du journal sabordé affirme que, selon lui, les journaux de partis ont fait leur temps. Il n'accorde donc aucune chance de succès à la création éventuelle d'un journal des Verts-alternatifs, mouvement auquel se sont ralliés bien des membres des POCH.

Autre preuve du désarroi des POCH, la démission du parti du député bernois Jürg Schäfer, un des deux élus en 1986 au Grand conseil bernois. Comme Schäfer n'a pas l'intention de quitter le parlement cantonal, ses anciens co-religionnaires politiques le somment de rendre son mandat à son ancien parti.

Une certaine désintégration des POCH est donc en cours. Elle sera intéressante à observer dans le cadre des observations à faire sur l'évolution des partis en Suisse. On constate, en l'occurrence, qu'un mouvement révolutionnaire a de la peine à durer et à résister au rythme forcené de militantisme exigé de ses membres pour assurer une présence du parti dans tous les mouvements de lutte qui se constituent constamment dans le pays.

Domaine Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur:

Pierre Imhof

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy

François Brutsch

André Gavillet

Françoise Gavillet

Yvette Jaggi

Charles-F. Pochon

Point de vue:

Jeanlouis Cornuz

Catherine Dubuis

Abonnement:

63 francs pour une année

Administration, rédaction:

Case 2612, 1002 Lausanne

Saint Pierre 1, 1003 Lausanne

Tél: 021 / 22 69 10 CCP: 10 - 15527-9

Composition et maquette:

Domaine Public

Impression:

Imprimerie des Arts et Métiers SA